

Nicolas Sarkozy invité de l'émission A Vous de juger

A vous de Juger
France 2 - jeudi 30 novembre 2006

Arlette CHABOT

Alors second sujet de ce soir évidemment, c'est le pouvoir d'achat. Vous dites pouvoir d'achat ou vie chère Nicolas SARKOZY ?

Nicolas SARKOZY

Je dis pouvoir d'achat, parce que la vie chère, elle est d'autant plus chère qu'on n'a pas de pouvoir d'achat. Et que la question des Français, c'est d'abord celle de l'augmentation du salaire et de l'augmentation des revenus.

Arlette CHABOT

Alors on va en parler, panier de la ménagère, hausse des prix, François BEAUDONNET, Yacine BEN JEANNETTE et Mathias BARROIS font l'addition, en remerciant notre ami Serge RAFFY.

François BEAUDONNET

7h00, le premier achat de ma journée, je voudrais une baguette s'il vous plait, je ne peux pas m'en passer et pourtant.

Boulangère

80 centimes.

François BEAUDONNET

80 centimes ce matin, 65 centimes en 2001, en cinq ans ce symbole de la France a augmenté de 23 %. Depuis l'arrivée de l'euro, j'ai l'impression que tous les prix ne cessent de s'envoler, dans mon chariot aujourd'hui quelques produits de la vie de tous les jours.

Caissière

Ca fera 75 euros et 12 centimes s'il vous plait.

François BEAUDONNET

75 euros et 12 centimes, il y a cinq ans, le même caddy m'aurait coûté 70 euros, soit 7 % d'augmentation. Pourtant nous sommes tous persuadés que c'est beaucoup plus.

Consommateur

Pour 50 euros, il n'y a vraiment rien.

Journaliste

Là vous avez pour 50 euros de marchandises ?

Consommateur

Là, j'en ai pour 50 euros de marchandises alors qu'avant j'avais un panier plein, un chariot.

Consommatrice

C'est-à-dire qu'on ne s'en sort plus avec nos salaires, donc on se dit il y a quelque chose qui a augmenté, voilà.

François BEAUDONNET

Et c'est vrai que les légumes et surtout les fruits sont devenus inabordables. Tenez prenez mon kilo de pommes à 3 euros, il en valait 1,55 en 2001. 93 % de hausse, pas mal.

Consommatrice

Lorsque j'étais jeune, ma mère allait sur le marché. Mes parents n'étaient pas riches mais on avait tous les fruits et légumes, surtout les légumes très variés, les petits pois, haricots verts, je me limite, je n'achète plus n'importe quoi et pourtant je ne suis pas pauvre.

François BEAUDONNET

Je finis par me demander si ce bout de papier là vaut encore quelque chose.

Intervenante

On a l'impression qu'avec 20 euros on ne peut pas faire grand chose, alors que quand on était enfant avec 100 francs, on a l'impression qu'on pouvait déjà acheter pas mal de choses oui.

Intervenant

Avec l'augmentation des cigarettes et compagnies, avec les euros, on ne fait quasiment plus rien du tout.

François BEAUDONNET

Se déplacer en voiture aujourd'hui coûte 40 % plus cher, même avec un diesel. Pour acheter un appartement il faut déboursier 75 % en plus, se chauffer devient aussi un luxe. Même le petit noir servi en salle vaut de l'or, 2 euros cette année, contre 90 centimes à l'époque, une hausse record de 120 %. Alors avant de rentrer chez moi ce soir, vais-je faire un petit tour au cinéma, oui, non, ce sera non, le prix de la place a augmenté de 27 %.

Arllette CHABOT

Alors Nicolas SARKOZY, est-ce que c'est vrai qu'on nous ment un peu sur l'indice des prix, c'est-à-dire qu'on nous donne des chiffres, on sous estime la hausse des prix ?

Nicolas SARKOZY

Oui. La réponse est claire, je suis persuadé que les indices habituels de calcul de l'inflation ne reflètent pas la réalité de la hausse des prix au quotidien et deuxièmement que le passage à l'euro a organisé une hausse assez massive des prix dans notre pays.

Arllette CHABOT

Qu'est-ce qu'il faut changer, c'est-à-dire qu'il faut redemander qu'on calcule autrement, totalement les prix ?

Nicolas SARKOZY

Je pense que l'indice doit être changé et je pense surtout qu'il faut mettre davantage de concurrence dans la grande distribution. Je ne vais pas rentrer dans les détails, j'avais quand j'étais ministre des Finances contesté le système des marges arrière et exigé une baisse des prix de 2 % puis de 1 %, on avait dit à l'époque que je n'étais pas assez libéral comme on le disait. A partir du moment où le budget de l'Etat, il n'y a pas assez d'argent pour baisser massivement les impôts, on doit rendre du pouvoir d'achat aux Français, par la concurrence, il faut faire baisser les prix. J'ajoute que c'est d'autant plus inadmissible ce qui se passe que les prix payés aux producteurs n'ont jamais été aussi bas. Et donc entre le producteur qui a des prix payés très bas et le consommateur qui a des prix payés très haut, il y a bien un moment où il y a des marges qui disparaissent.

Arllette CHABOT

Est-ce qu'on peut augmenter les salaires, parce qu'on dit toujours ce n'est pas le gouvernement, ce n'est pas le pouvoir, ce n'est pas le président de la République, ce n'est pas le Premier ministre, c'est les entreprises qui peuvent augmenter les salaires ?

Nicolas SARKOZY

Il faut poser la question de l'augmentation des salaires dans notre pays parce que toute ma stratégie économique est fondée là dessus. Le premier problème économique des Français, c'est une question de pouvoir d'achat, il faut donner du pouvoir d'achat aux Français, pour donner de la croissance et pour cela il faut permettre aux gens de travailler plus. Il faut savoir qu'un salarié qui travaillerait quatre heures de plus pourrait gagner 15 % de plus. L'erreur des 35 heures a été une erreur considérable qui a conduit les Français à une rigueur salariale qui a pesé sur la croissance de la France.

Arllette CHABOT

Mais aucun gouvernement de droite n'est revenu dessus, personne ne l'a abrogé.

Nicolas SARKOZY

Je dis aux Français, on a beaucoup... le gouvernement de Jean-Pierre RAFFARIN a beaucoup fait sur les 35 heures. Pour ma part je propose une véritable révolution économique, tout est fait aujourd'hui pour décourager les heures supplémentaires au motif qu'un salarié qui ferait des heures supplémentaires volerait l'emploi d'un

autre, c'est ridicule. Quand vous donnez plus de pouvoir d'achat à un salarié en lui permettant de travailler davantage, il crée de la croissance. Je propose donc l'exonération des charges pour les heures supplémentaires, la liberté de donner des heures supplémentaires et la liberté pour le salarié de les accepter. Cela veut dire que chacun d'entre nous, je précise, dans le public, comme dans le privé pourrait travailler plus sur la base du volontariat et donc être payé davantage, ce qui sera excellent pour la croissance française. J'ajoute un point, à quoi cela sert-il d'avoir du temps libre, si on n'a pas les moyens de se payer des vacances, un week-end, une école pour ses enfants, ou un avenir pour ses enfants ? Et il y aura un grand débat dans la prochaine présidentielle, et Arlette CHABOT, je veux le dire très franchement aux Français, la gauche vous promettra de travailler moins, moi je souhaite que vous puissiez gagner davantage. D'un côté ceux qui veulent réduire le travail, de l'autre, je serais celui qui poserait la question du pouvoir d'achat et l'augmentation du pouvoir d'achat. Et je veux dire aux Français, posez-vous la question, ça fait 6 ans qu'on a les 35 heures obligatoires, pas un pays au monde ne s'est inspiré de cette stratégie, pas un. Les 35 heures, c'est la seule idée définitivement inexportable, il n'y a même pas besoin de déposer un brevet madame CHABOT, personne ne va nous la piquer cette idée.

Arlette CHABOT

Et vous les abrogez dans certains secteurs, même pas, on aménage par exemple l'hôpital, tout le monde est d'accord, même la gauche pour dire à l'hôpital, ça ne marche pas. Ça pose trop de problème.

Nicolas SARKOZY

Non, moi mon idée est la suivante. On garde les 35 heures comme durée hebdomadaire, mais tous ceux qui veulent s'en exonérer soit le salarié qui veut travailler davantage pour payer son appartement, pour se payer des vacances, soit le chef d'entreprise monsieur, qui a un carnet de commandes remplis, qui veut donner des heures supplémentaires, non seulement on lui autorise, mais on l'encourage. La France ne souffre pas de trop de travail, mais de pas assez de travail. Pas assez d'innovation, pas assez de recherche, pas assez de formation. Le travail est une valeur d'émancipation. C'est le chômage qui aliène l'individu. Le travail le libère, ça a été une erreur stratégique de la gauche considérable, je serais d'ailleurs heureux de savoir qu'elle est la stratégie de la gauche, est-ce qu'on les garde ces 35 heures, ou est-ce qu'on ne les garde pas.

Arlette CHABOT

Alors ce n'est pas Elie COHEN qui est économiste qui va... c'est le prochain débat, attendez Elie COHEN, je voudrais que ROUX DE BEZIEUX, monsieur ROUX DE BEZIEUX, pardon excusez-moi, voilà c'est le sucre et le miel, vous êtes chef d'entreprise, CROISSANCE PLUS, ce que dit Nicolas SARKOZY, travaillez plus, les heures supplémentaires, ça vous convient ou vous préféreriez qu'on aille au delà ?

Geoffroy ROUX DE BEZIEUX

Bien sûr ça va dans le sens, je ne suis pas sûr que cela suffise. Moi, je vais vous faire part de mon expérience personnelle et récente. J'ai remonté une entreprise, et il y avait un centre de relations clients donc des gens qui sont au téléphone, qui servent les clients et j'ai hésité pendant très longtemps à le mettre en France ou au Maroc. Pourquoi ? Parce que tout simplement au Maroc, ça coûte deux fois moins cher. Alors j'ai fini par l'implanter en France, à Laval parce que, eh bien parce que tous les patrons ne sont pas des voyous, des salauds, que j'aime mon pays et que je me suis dit, bon c'est la bonne décision. Mais je ne suis pas sûr d'avoir pris la bonne décision parce que tous les jours eh bien ça me coûte deux fois plus cher. Donc je pense quand même que si on n'a pas une vraie rupture au niveau des charges sociales, parce que la différence, elle vient essentiellement des 50 % de charges sociales, si on n'a pas une vraie rupture à ce niveau là, certes ça ira dans le bon sens, mais on n'ira pas assez loin et donc ce que je dis tout simplement c'est qu'il faut qu'il y ait quelqu'un d'autres que le travail, enfin que le poids des charges pèsent sur autre chose que le travail.

Arlette CHABOT

Alors Nicolas SARKOZY ?

Nicolas SARKOZY

Oui alors, mais il y a bien d'autres choses à dire, mais les 35 heures, c'est un verrou absolu. Alors il y en a un deuxième, c'est l'incertitude dans laquelle se trouve le chef d'entreprise au moment de la décision de se séparer d'un salarié ou de le conserver. Je suis persuadé qu'on peut trouver un système qui augmente la sécurité du salarié et qui donne de la flexibilité aux chefs d'entreprise. Aujourd'hui jamais le droit du travail n'a été aussi rigide, jamais les salariés français n'ont été dans un tel état de précarité, c'est le système perdant, perdant. Je propose un système gagnant gagnant. Aucune procédure de licenciement ne devrait excéder un certain nombre de mois, pour donner l'assurance aux chefs d'entreprise qu'il n'y aura pas d'incertitude, et en même temps les indemnités de licenciement peuvent être augmentées et les obligations de formation également. Deuxième proposition, je veux qu'on sorte du débat CDD, CDI, avec un contrat de travail unique dont les droits sociaux augmentent avec la durée et l'ancienneté du salarié dans ce contrat. Il ne faut pas avoir peur de la flexibilité. Le problème de la France, ce n'est pas de conserver des emplois qui sont concernés, c'est de faciliter, le fait de trouver un emploi nouveau dans des régions où il n'y a plus rien. Je prends un autre exemple, on paie 5 milliards d'euros par an pour obliger des gens de 50 ans à partir en pré-retraite, eh bien je souhaite que cet argent qui est dépensé pour empêcher les gens de travailler, on le mette pour leur donner une formation pour financer l'innovation, et pour financer la recherche. Je suis persuadé monsieur ROUX DE BEZIEUX qu'on peut changer la psychologie de la France. Mais pour changer la psychologie de la France, il faut réconcilier l'économie française avec les valeurs de la réussite, du mérite, ne pas avoir peur de dire que quand on travaille plus que les autres, c'est normal de gagner plus que les autres, que quand on prend plus de risques que les autres, c'est normal qu'on en soit récompensé. Je ne comprends pas cette fascination qui fait qu'on fait la richesse de la Suisse, de l'Angleterre, de Monaco, de tous les paradis en obligeant les gens qui ont gagné de l'argent à aller surtout le dépenser ailleurs que dans l'économie française. Je veux que la France soit la société du dynamisme, de l'ouverture, qu'on s'inspire des gens qui réussissent, qu'on ne les jalouse pas, qu'on ne les déteste pas, qu'on s'en serve comme des exemples et c'est beaucoup plus important monsieur ROUX DE BEZIEUX que telle ou telle décision technique. Je veux réconcilier la France avec le dynamisme. Rendez-vous compte qu'il y a un million de jeunes Français parmi les meilleurs qui pensent qu'il faut partir pour réussir. Moi, que des jeunes partent à l'étranger tenter une expérience, tant mieux, mais je ne me résous pas au fait que la réussite ce soit obligatoirement le départ à l'étranger. J'en ai assez du nivellement, je ne me reconnais pas dans l'égalitarisme, je pense que la République, ce n'est pas donner à chacun la même chose, chacun selon ses mérites et à chacun selon ses handicaps. Je veux faire de nouveau de la France une économie où on peut innover, créer, entreprendre et avoir la récompense de son travail quand même, c'est quand même des valeurs qui ont permis à la société française de se construire, avoir la récompense de son travail.

Arlette CHABOT

Nicolas SARKOZY, il y en a beaucoup qui aimerait en avoir du travail, aujourd'hui ce qu'on voit c'est des travailleurs pauvres en France, des gens qui enchaînent des CDD, des petits contrats, qui ont du mal à y arriver.

Nicolas SARKOZY

Pourquoi ? Parce qu'on s'acharne à empêcher la création d'emploi. prenons un exemple BORLOO a fait un travail fantastique sur les emplois familiaux, je veux qu'on aille plus loin. Aujourd'hui le travail féminin c'est une réalité, les femmes pour leur indépendance et pour l'intérêt de la vie, souhaitent travailler, il faut donc résoudre le problème de la garde d'enfants. Il y a des millions d'emplois que l'on peut créer de services à la famille. Mais au nom de quoi, un chef d'entreprise ne paie pas l'impôt sur le bénéfice des sociétés quand il paie le salaire d'un de ses salariés et une famille devrait payer l'IRPP sur le salaire qu'elle verse à un emploi familial ? Je demande la déduction de son revenu de l'emploi qui est ainsi créé. Le problème de la France Arlette CHABOT, c'est qu'il n'y a pas assez de travail, qu'il faut donc libérer l'économie française, libérer l'énergie de la société française, pour créer du travail. Alors deux types de travaux, je parle sous contrôle de monsieur COHEN, travaux peu formés, c'est les emplois à la personne et puis les emplois extrêmement formés, c'est tout l'investissement dans l'innovation et la recherche, je demande qu'on bouste le crédit d'impôt recherche à 100 % s'il le faut. Moi je préfère des entreprises qui investissent dans la recherche pour gagner des parts de marché plutôt qu'à les payer pour combler le déficit de la France. On peut changer monsieur ROUX DE BEZIEUX en quelques semaines l'atmosphère en France, simplement en faisant comprendre cela, que

chacun aura sa chance, que c'est possible de reprendre l'ascenseur social, que la promotion sociale, ce n'est pas interdit, qu'un échec n'est pas définitif, extraordinaire, la société française maintenant récompense mal le succès et quand quelqu'un met un genou à terre, c'est comme si on le condamnait à tout jamais à ne pas réussir. Je veux cette fluidité, je veux cette mobilité, je veux cet enthousiasme.

Arllette CHABOT

Alors vous allez voir, vous allez écouter le cas de Pascale qui est là, Pascale elle aimerait bien sans doute travailler plus parce que justement elle enchaîne les CDD, les petits contrats, les boulots, les périodes de chômage. Elle élève seule, vous allez l'entendre ses trois enfants et elle a un problème que tout le monde a aujourd'hui.

Journaliste

Pascale est à la recherche d'un emploi stable, en deux ans, elle n'a travaillé que dix mois. Cette téléopératrice alterne entre CDD et période de chômage.

Pascale

Je vais reprendre des annonces et puis je vais continuer la petite routine, je vais envoyer des CV, des lettres de motivation jusqu'au jour où j'aurais une réponse favorable.

journaliste

Vous y croyez ?

Pascale

Oui quand même.

Journaliste

A 40 ans, Pascale est séparée de son mari, ses trois enfants, elle les élève seule dans cet appartement en mauvais état.

Pascale

Ca commence à être arraché, il y a là, et puis on n'a pas vu la salle de bain, la salle de bain c'est horrible. Là dessous il n'y a plus rien non plus.

Journaliste

Et pourquoi vous ne le faites pas ?

Pascale

Je n'ai pas les moyens. Je n'ai pas les moyens, là il faudrait un plombier, moi je ne peux pas faire venir un plombier pour refaire ça.

Journaliste

Pascale touche une pension alimentaire, les allocations familiales, et l'aide au logement, quand elle ne travaille pas une fois les charges payées, il reste à la famille 750 euros pour vivre, alors à la maison c'est la débrouille.

Pascale

Les chaises sont de récupération, la table également, le buffet n'en parlons pas, en fait tout est à changer mais alors faute de moyen, ça va rester comme ça encore un bon moment.

Journaliste

Ce qui passe avant tout c'est manger.

Pascale

Manger, payer ses factures, si on y arrive, c'est pour ça que je dis ce n'est pas de la vie, c'est de la survie. Est-ce qu'un jour les familles précaires auront accès au logement et aux services bancaires ?

Arllette CHABOT

Voilà question.

Nicolas SARKOZY

Quand on voit d'abord l'exemple de Pascale, on se dit vraiment que ceux qu'on doit aider, c'est plus ceux qui se comportent comme elle se comporte, à élever ses trois enfants plutôt que ceux qui foutent le feu au service public. Entre nous, la solidarité, je vois plutôt vers qui elle doit se tourner. Moi, je voudrais dire à Pascale, trois choses : Premièrement je souhaite un compte épargne formation pour chacun d'entre vous, peut-être la vie qui a été la vôtre, vous n'avez pas eu la chance d'avoir une formation, de faire des études qui vous permettent d'accéder à un emploi stable et rémunéré pour pouvoir faire vivre vos trois enfants. Je veux dire que l'obligation de formation, quel que soit l'âge de la vie, ça doit être aussi pour vous, parce que si... je ne connais pas votre histoire personnelle, pardon je ne veux pas être indiscret, mais permettez-moi aussi de vous dire que si vous voulez monter dans l'échelle sociale, avoir un meilleur salaire, avoir un meilleur emploi, la question de la formation est clairement posée. Or tout le monde...

Arllette CHABOT

C'est-à-dire tout au long de la vie ? C'est-à-dire....

Nicolas SARKOZY

Tout au long de la vie, je souhaite un compte épargne formation, tout le monde n'est pas une bête à concours. Tout le monde n'a pas la chance de réussir des concours pour les grandes écoles entre 18 et 23 ans. On peut commencer sa vie professionnelle à 35 ans, et avoir envie de progresser, le seul moyen de progresser, c'est par la formation. Premier point. Deuxième point, le problème du logement, alors là je veux prendre un engagement, parce que la pression du logement est une question essentielle. Il y a 50 % des Français, qui sont propriétaires de leur logement, si vous prenez l'Angleterre, il y a 75 %, je n'accepte pas cette différence, je ne pense pas qu'être propriétaire de son logement doit être un privilège pour les gros salaires. Je propose un système qui permette par le crédit hypothécaire et par le cautionnement de l'Etat, pour des gens comme vous, la possibilité d'acquérir la propriété de son logement. Vous n'êtes pas condamné à vivre comme des locataires, de logements précaires en HLM. Je vais m'en expliquer, aujourd'hui en France, on prête l'argent de préférence à ceux qui n'en ont pas besoin. Et de surcroît à ceux qui ont des relations puisque la première chose qu'on vous demande, c'est une caution. J'imagine que quand on est seul à galérer pour élever ses trois enfants, vous ne devez pas avoir Pascale dans votre entourage beaucoup de gens qui sont capables de garantir un emprunt. Et pourtant, vous avez besoin de vous loger ? Vous avez besoin de faire des projets ? Je propose que la solidarité nationale, elle s'exerce de la façon suivante : que ça soit l'Etat, Pascale, qui garantisse le prêt que vous ferez pour acquérir votre logement et pas simplement quelqu'un de vos relations que par ailleurs vous n'avez pas. Parce qu'une famille comme vous, elle a le droit d'avoir une perspective, elle a le droit d'avoir un avenir et permettez-moi de prendre un autre exemple qui me choque particulièrement. Quand vous prenez un emprunt on vous colle

d'abord une visite médicale et vous avez intérêt à être en bonne santé, parce que si le banquier il voit que vous n'êtes pas en bonne santé, on commence par vous coller une surprime. Vous êtes malade et en plus on vous en veut, je propose que l'Etat, garantisse la surprime, parce que ce n'est pas parce qu'on est malade, qu'on n'a pas le droit de se loger et habiter un logement et faire des projets. Et je souhaite, voyez-vous Pascale, utiliser l'Etat parce que je crois à l'Etat, au service de la solidarité pour les gens comme vous qui travaillent. Et pas simplement pour ceux qui se plaignent et qui ne travaillent pas. Et j'en arrive au cœur du projet social qui est le mien. Moi, je pense qu'il faut aider plus la France qui travaille, la France qui se lève tôt le matin, la France qui ne demande rien que de vivre de son travail et poser d'autres conditions à une autre France, celle qui se plaint beaucoup et qui n'a pas toujours des raisons de se plaindre. Je prends un exemple, j'ai dit tout à l'heure à monsieur ROUX de BEZIEUX, que j'étais pour des indemnités de chômage plus élevées, mais je veux aussi, qu'on soit plus sévère pour ceux qui refusent systématiquement un emploi, alors qu'il y en a tant d'autres qui galèrent pour en chercher un. Je demande qu'il n'y ait pas un seul minima social distribué en France, sans qu'il y ait une obligation d'activité en échange de la solidarité. Vous voyez, la société que je propose, faire plus pour ceux qui travaillent et qui veulent s'en sortir et peut-être un peu moins pour ceux qui se plaignent beaucoup et qui n'ont pas compris quelque chose que je veux dire très simplement, c'est que si on n'a pas envie de s'en sortir par soi-même, ça ne sert à rien que la société vous aide. Parce que si vous-même, vous ne voulez pas vous en sortir, personne ne pourra le faire à votre place.

Arlette CHABOT

Alors Pascale un petit mot.

Pascale

Oui, je dis, on peut avoir envie, ça ne suffit pas. Je veux dire moi, quand je travaille c'est en CDD, il faut absolument un emploi stable si on veut réellement s'en sortir.

Erick ROUX de BEZIEUX

Pascale on a discuté un peu avant de venir, moi, j'ouvre un centre d'appels à Laval, si tu, si vous êtes prêt de votre ville à Laval, en un mot je prends en CDI.

Nicolas SARKOZY

Pascale, vous avez entendu ce que j'ai proposé, j'ai proposé la suppression du CDD. Pour qu'il n'y ait que des CDI. Attendez...

Pascale

Oui, mais ça ne sera que des CDI ?

Nicolas SARKOZY

Un CDI, mais vous comprenez bien, que ce n'est pas les mêmes indemnités quand on a 25 ans dans une boîte et quand on a deux mois.

Pascale

Non, bien sûr.

Nicolas SARKOZY

Mais je propose un CDI, parce que quel est le problème du CDD aujourd'hui ? Il y a un certain nombre de chefs d'entreprise tout à fait honnête, qui ont la trouille de signer un CDI, parce qu'ils se disent, si j'ai moins de travail, qu'est-ce que je fais. Avec mon système, je proposerais simplement des contrats de chantier et des

contrats de mission, parce qu'il peut y avoir des cas particuliers. Mais avec mon système, on n'a plus de CDD, on n'a qu'un CDI, dont les droits sociaux augmentent, Pascale, au fur et à mesure de l'ancienneté dans le contrat. A ce moment-là, vous aurez un CDI comme les autres. Alors bien sûr, si vous restez deux mois dans la boîte, vos droits sociaux, seront moins importants que ceux qui restent 25 ans. Mais on sortira de ce que les économistes appellent l'effet de seuil, avec le paradis le CDI et l'enfer le CDD, je souhaite une société française plus généreuse, pour ceux qui se battent et qui veulent s'en sortir. Et le système du cautionnement public, vous, vous rendez compte ce que ça serait pour vos enfants, de pouvoir aller à la banque, en disant voilà, j'ai un petit salaire, mais j'ai trois enfants, ils ont le droit d'être logés. S'il vous garantit, moi le système sur lequel je m'engage, c'est que des gens comme vous, c'est l'Etat qui vous garantisse, vis-à-vis de votre banquier, et je m'adresse à tous les Français, la solidarité nationale, elle doit s'adresser plus à des gens comme vous, parce qu'on n'a pas le droit quand on utilise les impôts des contribuables, de mentir ou de se tromper. Je le dis d'ailleurs en pensant notamment à la prime pour l'emploi, je trouve que 8 millions de personnes qui touchent la prime pour l'emploi, vous voyez ce n'est pas démagogique. C'est trop, ça n'a pas de sens, je préfère qu'on concentre l'essentiel des dispositifs sur ceux qui en ont vraiment besoin pour s'en sortir. Les jeunes des quartiers, des femmes seules, comme vous Pascale, qui ont besoin d'avoir des projets et de s'en sortir et qu'on arrête de promettre à tout le monde, alors que certains ont plus besoin que d'autres.

Arlette CHABOT

Alors Jean-Claude, oui, avant de revenir à Elie COHEN et le jugement d'Elie COHEN, sur votre programme. Jean-Claude VOUILLER, il est cadre chez HEWLETT PACKARD, on avait reçu quelqu'un de HEWLETT PACKARD, il y a un peu plus d'un an, aujourd'hui voilà, je crois qu'au travers de vous et de votre expérience, on a appris que des cadres pouvaient être victimes des délocalisations.

Jean-Claude VOUILLER, cadre HEWLETT PACKARD, délégué syndical CFTC

Oui, absolument, les délocalisations touchent en France, dans le secteur privé, les non-cadres et les cadres. Et ce phénomène qui est partie de l'industrie, touche maintenant pratiquement tout le secteur des services, donc la comptabilité, la paie, les centres d'appels, le marketing et l'informatique qui est mon secteur. Et ces délocalisations ont un impact humain terrible, à la fois pour ceux qui perdent leur emploi, pour ceux qui n'en trouvent pas parce que c'est encore plus difficile à trouver. Et pour ceux qui en ont un, il y a des menaces sur les salaires et les avantages sociaux qui résultent des menaces même des délocalisations. Donc ma question c'est, qu'est-ce que vous comptez faire pour conserver ces emplois en France ? Et si possible en créer de nouveau qui soient non délocalisables ?

Nicolas SARKOZY

D'abord bien sûr que les délocalisations ça touche les cadres comme les non-cadres et bien sûr que ça touche les services, comme l'industrie. Alors là aussi, il faut dire la vérité, si je suis élu, je n'interdirais pas les délocalisations. Je veux vous le dire, parce que c'est un devoir de respect et parce que je crois au nouveau monde et que l'ancien monde n'existera plus. Est-ce que pour autant, on doit rester les bras ballants sans rien faire ? Non. Qu'est-ce qu'on doit faire, d'abord il faut une véritable politique industrielle pour la France. Ce que j'ai fait pour ALSTOM, je souhaite qu'on le fasse pour une dizaine de secteurs absolument prioritaires.

Arlette CHABOT

C'est-à-dire sauver ALSTOM, je répète quand même en allant à Bruxelles, négocier avec les autorités européennes voilà...

Nicolas SARKOZY

Ecoutez tout le monde m'expliquait quand j'étais ministre des Finances, monsieur COHEN, le sait, qu'ALSTOM c'était fichu. J'ai refusé qu'ALSTOM soit dépecé par SIEMENS. J'ai refusé de m'incliner devant la commission européenne, aujourd'hui, ALSTOM, tenez-vous bien c'est une entreprise qui a trois ans de carnets de commandes pour le marché de l'énergie et deux ans de carnets de commande pour les marchés des

transports. A tous ceux qui disaient qu'il n'y avait rien à faire, je leur adresse ma carte de visite et je dis aux 25 000 salariés d'ALSTOM, on a bien fait de se battre. Donc je crois à l'industrie en France, mais pas dans tous les secteurs. Je pense qu'il y a une dizaine de secteurs, je peux prendre des exemples : le transport, l'énergie, la pharmacie, la communication où l'Etat doit jouer un rôle. Monsieur ROUX de BEZIEUX, je suis libéral, mais je crois aussi en l'Etat, en un Etat stratège qui est capable d'investir massivement. Si l'Etat n'avait pas investi dans le nucléaire, nous ne serions pas aujourd'hui, des leaders dans le monde. Première remarque. S'agissant des services, je vais vous dire une chose, j'étais l'autre jour chez LEGRAND, près de Limoges où les salariés sont quasiment que des femmes, si LEGRAND délocalise, il n'y a plus rien. Je veux que l'Etat dans les secteurs et dans les régions où il y a des délocalisations investissent non pas pour financer des plans sociaux, qui amèneront des gens au désastre, mais pour recréer du tissu économique. Toute la stratégie économique qui est la mienne, c'est arrêtons de nous défendre, comme si c'était une ligne Maginot, reprenons l'offensive, investissons dans un nouveau tissu économique, dans de l'innovation, dans de la recherche. Troisième élément, la clé c'est ce que je disais à Pascale, tout à l'heure, le drame, ce n'est pas tant de perdre son emploi. C'est un drame, c'est dire qu'on ne peut pas en retrouver. Et pourquoi on ne peut pas en retrouver ? Parce qu'on se dit à 40 ans, à 45 ans ou à 50 ans, c'est curieux, ça fait un an que je pense que 50 ans, ce n'est pas si vieux. Et on se demande ce qui se passe.

Arlette CHABOT

Oui, il y en a d'autres qui pensent ça aussi.

Nicolas SARKOZY

On se dit " on ne va rien retrouver " la clé c'est la formation. Donc face à ça, une politique industrielle, un Etat offensif et stratège qui investit non pas pour financer en pure perte des plans sociaux ou des préretraites, mais pour irriguer un nouveau tissu économique. J'étais à Limoges l'année dernière, l'industrie de la porcelaine se cassait la figure en grande longueur. HAVILAND avait déposé le bilan et BERNARDEAU n'était pas très bien. On a créé un pôle de compétitivité, savez-vous que maintenant, ils travaillent sur des prothèses dentaires ou des prothèses pour réparer les fractures et à Limoges ça repart, 2400 emplois, dans l'industrie de la porcelaine, on peut les sauver. Mais il faut arrêter de, cette conception qui consiste à dire, on va acheter le silence de salariés malheureux, en leur payant des indemnités pendant tant d'années alors qu'ils ne demandent qu'à travailler. Et puis troisième élément, je veux que quel que soit votre âge, vous, vous disiez, j'ai le droit, je dis le droit à une formation qui me permette d'occuper un emploi. Et enfin dernier point, je veux qu'on arrête de dire aux Français, vous allez devoir apprendre de nouveaux métiers. Vous allez devoir bouger et leur coller tout un tas d'obstacle à la mobilité. Par exemple, les droits de mutation, parce que c'est bien de dire, il faut changer de région pour bosser, mais quand on ne trouve pas de logement ou quand il faut vendre sa maison, qu'on a un emprunt dessus, qu'on vous fait payer une indemnité, pour rembourser l'emprunt, qu'on vous fait payer des droits de mutation. Comment vous, vous en sortez, si on veut que la société française soit celle de la mobilité, il faut encourager ceux qui bougent, en supprimant les textes et les freins à la mobilité. Vous voyez c'est une toute autre économie, une toute autre stratégie que je propose. Mais je veux vous dire une chose, c'est possible, parce que d'autres que nous l'ont fait. Il y a des tas de pays en Europe et dans le monde, qui ont le plein emploi, qui ont répondu à ces questions et pourtant, ils sont confrontés à la même concurrence, ce que les autres ont fait, moi, je propose une chose, c'est qu'on le fasse ici. On n'est pas condamné à n'expérimenter que ce qui ne marche pas.

Arlette CHABOT

Alors avant, petite question, avant les deux commentaires rapides d'Elie COHEN, question au téléphone, Bernard, d'abord je crois.

Bernard, téléspectateur

Oui, bonsoir.

Arlette CHABOT

Bonsoir, Nicolas SARKOZY, vous écoutez.

Bernard

Oui, je vous remercie, bonsoir monsieur le ministre, c'est évidemment à un candidat que je m'adresse.

Nicolas SARKOZY

Bonsoir.

Bernard

Les habitants de la région parisienne, sont souvent confrontés aux mouvements sociaux dans les transports en commun, peu dans le métro mais beaucoup à la SNCF et notamment dans le RER. Le récent candidat que vous êtes se prononce-t-il pour un service minimum dans les transports, voire un encadrement du droit de grève dans ce secteur, merci ?

Nicolas SARKOZY

Ma réponse est très simple ça sera même fait dès la première session. Je respecte le service public, mais le service public, c'est le monopole, quand on a le monopole, on n'a pas le droit de prendre en otage des gens qui ne sont pour rien, dans les conflits sociaux. Je suis donc pour un service minimum, dans les transports en commun, c'est une urgence, c'est une nécessité, c'est un devoir et j'ajoute que je propose dans le même sens, que chaque fois qu'une entreprise, une université ou une administration a un conflit, qu'il y ait une grève, que l'on organise dans les huit jours, un vote à bulletin secret pour être assuré que cette grève et l'expression d'une majorité et non pas d'une minorité. C'est la démocratie et enfin pour faire bonne mesure, je souhaite également, qu'on revienne sur les critères hérités du lendemain de la guerre, qui font que la démocratie sociale, ne fonctionne pas. Je suis pour la liberté de présentation au premier tour des élections professionnelles, que chacun...

Arlette CHABOT

C'est déjà un peu dans les...c'est déjà un petit peu en route, là qui commence.

Nicolas SARKOZY

Moi, je ne veux pas que ça soit dans les tuyaux, je veux que ça sorte des tuyaux.

Arlette CHABOT

Que ça sorte des tuyaux, voilà d'accord.

Nicolas SARKOZY

Question de Joe, c'est ça de Lille.

Joe, téléspectateur

Oui.

Arlette CHABOT

Est-ce qu'il m'entend, nous vous écoutons ?

Joe

Oui, oui, je vous entends.

Arlette CHABOT

Allez-y !

Joe

Monsieur le ministre, je suis un enseignant retraité, dans les médias j'entends parler des sommes impressionnantes perçues par un certain nombre de grands patrons. Leur salaire, leur stock-option, leur parachute doré comme on dit. Etes-vous choqué par ces chiffres faramineux ? Et pour moi quasiment incalculables ?

Nicolas SARKOZY

La réponse est oui. Et je peux m'en expliquer...

Joe

Et avez-vous l'intention...

Nicolas SARKOZY

Joe, un peu plus, je peux m'en expliquer et j'ai vu tout à l'heure que monsieur ROUX de BEZIEUX faisait allusion à une expression que j'avais employée, peut-être l'avait-elle choqué, je m'en excuses. J'avais parlé de patron voyou. Moi, vous savez, je n'aime pas l'histoire des " golden parachutes " et des parachutes dorés, pourquoi ? Parce que je n'accepte que les grosses rémunérations ne correspondent pas à un gros risque. Si on prend un gros risque, c'est normal qu'on ait une grosse rémunération. Mais on ne peut pas m'expliquer qu'on veut une grosse rémunération avec un parachute doré, c'est-à-dire une assurance tous risques. Grosse rémunération, gros risque, pas de risque, pas de grosse rémunération. Deuxièmement élément, je comprends parfaitement, qu'un Bill GATES, qu'un créateur d'entreprise qui a pris des risques, qui a créé de la richesse, qui a donné du travail, ait la récompense de ce travail. Mais je n'accepte pas, qu'un patron qui a conduit sa boîte à la ruine parce qu'il s'est trompé ou parce qu'il a été malhonnête ou tout simplement parce qu'il a été inefficace, parte avec un chèque ou avec des stocks options. C'est la raison pour laquelle, je demande de la transparence et de la cohérence. Ce qui veut dire que quand on n'a pas réussi à la tête de son entreprise, on n'en est pas récompensé par un gros chèque. Ca m'a choqué, énormément et ça ne me gêne absolument pas de le dire. Joe, moi, vous savez, je suis libre, libre de dire ce que je pense et je m'adresse à tous les Français, quel qu'il soit et d'où qu'il soit, et si vous, vous avez été choqué, je l'ai été tout autant que vous.

Arlette CHABOT

Alors le professeur Elie COHEN...

Erick ROUX de BEZIEUX

Si je puis rajouter un point quand même, Arlette CHABOT, excusez-moi, je voulais rajouter un point. Vous avez raison je suis entièrement d'accord avec vous, mais n'oubliez pas que 99,9 % des patrons ne sont pas comme ça. Donc il ne faut pas trop stigmatiser les quelques cas, ultra minoritaires qui se sont mal comportés. Je suis d'accord avec vous, parce que la majorité des patrons français, comme Georges, qui a deux employés, comme moi, qui a monté ma boîte, on n'est pas comme ça.

Nicolas SARKOZY

Oui, monsieur ROUX de BEZIEUX, mais Joe m'a posé une question, je suis bien obligé d'y répondre. Mais puisque vous m'incitez à aller plus loin, je vais aller encore plus loin, la richesse d'une entreprise, c'est son

capital et c'est son travail, ce sont ses salariés aussi. Vraiment s'agissant des stocks options, je ne pourrais pas accepter un système qui fait que les stocks options seraient réservées à une minorité du personnel...

Erick ROUX de BEZIEUX

On est d'accord.

Nicolas SARKOZY

Parce que j'estime que tout le monde dans l'entreprise, contribue à la richesse de l'entreprise et que c'est d'ailleurs l'intérêt des idées qui sont les nôtres et des chefs d'entreprises que de considérer que c'est toute l'entreprise qui doit s'enrichir, c'est-à-dire la totalité des salariés qui participent de la plus humble des secrétaires jusqu'au plus génial des ingénieurs qui participent à la réussite de l'entreprise. Et l'un des problèmes de la France, et j'en suis tellement conscient, c'est que les Français ont le sentiment que c'est toujours pour les mêmes. Et j'aimerais tellement défendre cette idée qu'il est possible de mettre en place une politique où tout le monde puisse considérer qu'enfin c'est possible. Y compris celui qui pense que ce n'est jamais pour eux. Et en défendant ces idées monsieur ROUX de BEZIEUX je défends nos idées...

Erick ROUX de BEZIEUX

Je suis d'accord avec vous.

Nicolas SARKOZY

C'est-à-dire que j'essaie de rééquilibrer les choses, on ne peut pas avoir un système où une minorité gagne quand l'entreprise gagne et où c'est une majorité qui perd quand l'entreprise perd. Si l'entreprise gagne, c'est tout le monde qui doit gagner et si l'entreprise qui perd, c'est tout le monde qui doit perdre. Et à ce compte-là, on recréera de la solidarité, dans l'entreprise française.

Arlette CHABOT

Alors quand les Français parlent très longtemps, c'est les experts qui trinquent, donc c'est Elie COHEN qui aura un petit peu...

Nicolas SARKOZY

Mais il est Français aussi.

Arlette CHABOT

Voilà, il est Français aussi. Mais je dis les Français qui ont beaucoup de questions. Le jugement du professeur COHEN qui a tout entendu sur ce que vient de dire Nicolas SARKOZY.

Elie COHEN

J'ai tout entendu et en plus j'ai lu le programme de l'UMP et les 577 propositions du programme de l'UMP. Ce programme est d'une grande richesse, il est très dense, il y a beaucoup de propositions intéressantes. Mais je me suis amusé en même temps à calculer un petit peu et à noter en marge, parce qu'il n'y a pas d'évaluation et il n'y a pas de hiérarchisation. Et donc on a beaucoup de mal, comme je suis un homme de chiffres, j'aimerais quand même savoir quelle est la crédibilité et la viabilité de tout ça. En ne calculant pas tout, j'arrive assez rapidement déjà 45 milliards d'euros. Ce qui fait à peu près 3 points de PIB. 3 points de richesse nationale, comme on a déjà un déficit de 2,5 de PIB, j'aimerais savoir comment en année terminale de votre éventuel quinquennat, vous allez équilibrer les comptes avec 3 points de dépenses supplémentaires et 2,5 points hérités.

Nicolas SARKOZY

D'abord je conteste, pardon, non pas votre compétence qui est bien reconnue, mais les chiffres que vous donnez. Je vais prendre un certain nombre d'exemples. Je propose une véritable révolution...

Elie COHEN

Juste un exemple pour vous montrer combien, je vous approuve sur certains de vos choix. Sur l'enseignement supérieur et sur la recherche vous proposez des choses très intéressantes, vous proposez de doubler le budget de l'enseignement et d'augmenter de 50 % le budget de la recherche. L'enseignant chercheur que je suis, ne peut être que ravi compte tenu de la situation du pays. Mais ça, ça fait déjà 10 milliards d'euros.

Nicolas SARKOZY

Non, je m'en explique, croyez-moi, il est aussi petit que le budget de la justice. Ce n'est pas le plus préoccupant...

Elie COHEN

Mais ça fait quand même 10 milliards d'euros.

Nicolas SARKOZY

Prenons l'exemple d'une autre dépense que je propose. Je propose un changement considérable, celle de mettre un terme aux orphelins de 16 heures, c'est-à-dire que je propose à toutes les familles de France de pouvoir laisser leurs enfants entre 16 heures et 18 heures à l'école pour que les mamans puissent après le travail venir les chercher, une fois les leçons apprises, dans le cadre d'études encadrées. On va me dire ça coûte cher. Je conteste d'abord parce que personne ne chiffre ce que ça coûte de laisser des jeunes dans la rue apprendre la loi de la rue et les économies que nous ferons avec des enfants qui rentreront à la maison les devoirs faits, au lieu de rester seul chez eux, au lieu de rester seul dans la rue. Deuxièmement, j'affirme que le pouvoir d'achat qui sera ainsi délivré aux enseignants qui le méritent par ailleurs, ça sera bon pour l'économie. Et enfin j'ai proposé deux pistes d'économies considérables, je suis le seul à avoir proposé le non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite, les fonctionnaires, qui l'a fait monsieur COHEN ? Qui a proposé une mesure d'économie aussi importante que celle-ci ? Personne. Et d'ailleurs je demanderais...

Elie COHEN

40 000 fonctionnaires en moins par an, ce n'est pas du tout à la hauteur des enveloppes financières que j'ai indiquées.

Nicolas SARKOZY

C'est exact sur l'année première, mais comme vous l'avez noté, ce sont des économies qui s'additionnent, puisque comme l'Etat n'a pas de Sécurité sociale, il est son propre assureur, l'Etat quand il engage un fonctionnaire, ne l'engage pas pour la durée de sa vie professionnelle, mais pour la durée de sa vie tout court. C'est-à-dire quand on décide de ne pas remplacer tous les départs à la retraite, on économise non pas pour 45 ans de vie active, mais pour 70 ans.

Elie COHEN

Non, non, je sais bien. En plus il y a des tas d'autres choses très bien, vous proposez de n'augmenter la dépense...

Nicolas SARKOZY

Je vais vous proposer une carte monsieur COHEN...

Elie COHEN

Vous nous proposez d'augmenter la dépense budgétaire que de 0 % par an, donc comment réconciliez-vous, ces deux perspectives que je viens d'indiquer...

Nicolas SARKOZY

Oui, oui, c'est très simple...

Elie COHEN

D'un côté toute une série de nouveaux chantiers de dépenses légitimes, la justice, l'éducation, la sécurité etc...

Nicolas SARKOZY

C'est très simple....

Elie COHEN

Et en même temps équilibre budgétaire zéro, de progression de la dépense publique.

Nicolas SARKOZY

Très simple, je veux dire autre chose...

Elie COHEN

Et en même temps vous voulez diminuer la dette publique. Puisque vous voulez passer d'un niveau de dette publique de 65 % du PIB...

Nicolas SARKOZY

Il n'y a pas d'autre choix.

Elie COHEN

A 60 %, j'avoue, je ne vois pas comment tout ça, se met ensemble ?

Nicolas SARKOZY

Mais parce qu'on a besoin de passer un peu plus de temps ensemble.

Elie COHEN

Alors expliquez-moi.

Arlette CHABOT

Vous reviendrez, vous reviendrez tous les deux, on va prendre un abonnement les six mois qui viennent.

Nicolas SARKOZY

D'abord vous n'avez pas tout retenu...

Elie COHEN

Si, si, si.

Nicolas SARKOZY

D'abord j'ai proposé la suppression de tous les organismes qui ne servent à rien.

Elie COHEN

Ça ne coûte rien ces choses !

Nicolas SARKOZY

Non, mais à force de dire, que tout ça ne coûte rien, à force de dire que tout ça ne coûte rien, tout ça finit par coûter beaucoup. Troisièmement, j'ai proposé de mettre en œuvre une véritable stratégie, de traque de la fraude. Parce que c'est un problème français, considérable, celle qui consiste par une forme de lâcheté, à refuser de contrôler un certain nombre de prestations, où le coulage est immense et où on utilise mal l'argent des Français. Enfin j'ai proposé une mesure qui est considérable et qui est courageuse, celle de créer pour l'Assurance maladie une franchise. Comme dans toute assurance, dites-moi, si ça ce n'est pas des pistes d'économie, je ne m'y connais pas. Ensuite, j'ai demandé qu'on audite systématiquement toutes les dépenses de l'Etat, je prends un exemple. La formation professionnelle, des milliards, des dizaines de milliards d'euros qui sont aujourd'hui pour la plupart engagés en pure perte. Je veux revoir ces programmes, j'ai parlé tout à l'heure de l'argent famélique dépensé pour permettre aux gens de partir en préretraite. Mais les gens, ils ne veulent pas arrêter de travailler à 52 ans, ils veulent au contraire continuer à travailler. Je propose d'activer toutes ces dépenses. Je vous garantis monsieur COHEN, que c'est possible et en tout cas, je n'ai pas voulu moi m'inscrire dans une stratégie de la défaite qui consiste à dire comme on fait trop souvent, en France, on a un regard comptable, moyennant quoi, à l'arrivée, on n'a pas de croissance, on n'a pas d'investissement, on fait des économies en supprimant les dépenses d'investissements et on ne touchant pas aux dépenses de fonctionnement. Et on accumule les déficits. Je veux changer de logique. Je veux créer en France, les conditions de la croissance. Pourquoi se fait-il et comment se fait-il, que nous ayons sur les dix dernières années, 1 % de croissance en moins, que les Américains, 1 % de croissance en moins que les Anglais...

Arlette CHABOT

0 % sur le trimestre qui vient de s'achever de croissance ?

Nicolas SARKOZY

J'ajoute, j'ajoute qu'avec le crédit hypothécaire, je créais une possibilité fantastique de relance. Pourquoi ? Parce que le prix de l'immobilier a augmenté. Si je permets aux Français d'emprunter en fonction du prix de l'immobilier, comme le prix de l'immobilier a augmenté, la masse des emprunts possibles, va augmenter. Quel est le problème de la France ? L'Etat est trop endetté, les Français ne le sont pas assez ? J'aimerais qu'on déculpabilise les Français, face à l'endettement, une économie moderne, c'est une économie où les gens font des projets qu'on arrête de les pénaliser, qu'on arrête cette société triste, que les jeunes puissent rêver d'être propriétaire de leur logement, c'est possible monsieur COHEN.

Elie COHEN

Donc j'attends le chiffrage et la hiérarchisation des objectifs...

Nicolas SARKOZY

Mais je vais même vous dire mieux, la semaine prochaine je le publierai.

Elie COHEN

Très bien. Alors je voudrais vous poser une autre question, parmi les mesures, fiscales que vous proposez...

Nicolas SARKOZY

Une semaine après mon entrée en campagne.

Elie COHEN

Non, parmi les mesures que vous proposez....

Nicolas SARKOZY

J'espère qu'on va être aussi exigeant avec tout le monde.

Elie COHEN

Certainement, certainement, parmi les mesures que vous proposez, notamment en matière fiscale, l'une de vos grandes priorités, c'est l'exonération des successions sur, je crois que vous avez appelé l'œuvre d'une vie de travail ou parfois dans vos discours vous parlez de petites et moyennes successions...

Nicolas SARKOZY

Oui, mais je vais m'en expliquer.

Elie COHEN

C'est une mesure qui même avec des hypothèses assez conservatoires conduit à vous priver d'une ressource de 4 milliards et demi d'euros. Pourquoi vous faites de cela une priorité, alors qu'il s'agit là typiquement d'une mesure fiscale, qui ne va pas dans le sens de la stimulation économique moderne que vous souhaitiez ?

Nicolas SARKOZY

Alors je m'en explique. Parce que j'y crois beaucoup. J'y crois beaucoup pourquoi ? Parce que je crois en la famille. Et je crois dans le travail. Et je veux dire aux Français quand vous avez travaillé toute votre vie, à la sueur de votre front, il est normal de pouvoir laisser à ses enfants en franchise d'impôts ce qu'on a eu tant de mal à gagner et sur lequel par ailleurs on a payé l'impôt à d'innombrables reprises. Ecoutez qu'est-ce qui donne du sens à la vie ? Si ce n'est d'espérer que ses enfants commencent un peu plus haut que soi-même. Or quelle est cette société qui ne croit ni au travail, ni à la famille ? ! Il y a eu un grand débat l'autre jour au groupe UMP, pour savoir s'il fallait maintenir les droits de succession entre le mari et la femme quand il y avait un des deux qui mourait. Alors moyennant quoi, au nom de la famille on travaille ensemble, on doit payer les successions quand il y en a un qui part, entre mari et femme et puis quand la femme part aussi, on doit payer des successions avec les enfants. Mais moi, je conteste cette idée et je propose, je propose...

Elie COHEN

Juste un mot, non c'est juste sur les priorités, sur l'ISF, par exemple...

Arlette CHABOT

Attendez, attendez...

Nicolas SARKOZY

Non, non, mais je veux terminer là-dessus. Je veux dire aux Français qui ont travaillé, qu'ils pourront laisser en franchise d'impôts le produit d'une vie de travail. S'agissant de l'ISF, moi, je pense que c'est normal que quand

on paie, quand on gagne plus, on paie plus d'impôts.

Elie COHEN

Vous nous avez expliqué tout à l'heure que les talents partaient, que vous ne vous résignez pas à ce départ de tous ceux qui ont acquis des compétences en France, qui se sont parfois, qui ont constitué leur outil de travail en France, et puis qui quitte la France pour échapper à l'ISF.

Nicolas SARKOZY

Mais monsieur COHEN, quelle est la contradiction entre ce que je dis ? Au contraire, j'essaye de considérer l'ensemble des 62 millions d'habitants sur le problème du capital. Arrêtons d'évoquer le problème du capital uniquement sur les 500 000 personnes. C'est un problème, j'ai un certain nombre de propositions, qui paye l'ISF. Le problème du capital se pose également pour la personne qui veut laisser à ses enfants le produit. Et pourquoi je n'aurais pas le droit de le faire ? Au nom du travail et au nom de la famille. C'est quand même extravagant de se dire qu'on travaille toute sa vie, qu'on paye des impôts sur ce qu'on a gagné, qu'on paye des impôts sur ce qu'on achète, et en plus on considère normal de payer des impôts quand on passe ce qui a été purgé par l'impôt en quelque sorte, de la génération des parents à la génération des enfants.

Arlette CHABOT

On dit que c'est une mesure pour les riches ?

Nicolas SARKOZY

C'est pas du tout une mesure pour les riches, c'est une mesure pour ceux qui ont travaillé et qui n'ont pas à s'excuser de ne pas avoir été au chômage, de ne pas avoir demandé le RMI et d'avoir construit beaucoup de richesses dans leur vie. C'est une mesure qui concerne 90 % des Français.

Arlette CHABOT

Alors je remercie Elie COHEN qui reviendra vous revoir, parce qu'on va vous revoir dans les cinq mois qui viennent. On va réduire un peu parce que sinon on va passer la nuit ensemble, ce qui n'est pas forcément désagréable mais quand même...

Nicolas SARKOZY

Arlette CHABOT, c'est un projet que je ne formais pas au début de votre émission !